

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

GLISY, le 17/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PARC EOLIEN DE LA CHAUDE VALLEE**

16 Boulevard Montmartre  
75009 Paris

Références : 2023-E20119  
Code AIOT : 0005107398

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement PARC EOLIEN DE LA CHAUDE VALLEE implanté Lieu-dit "La Chaud Vallée" La Hayette 80430 Lafresguimont-Saint-Martin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PARC EOLIEN DE LA CHAUDE VALLEE
- Lieu-dit "La Chaud Vallée" La Hayette 80430 Lafresguimont-Saint-Martin
- Code AIOT : 0005107398
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Chaud Vallée est composé de 6 aérogénérateurs. Il est autorisé par arrêtés préfectoraux du 27 juillet 2009, et bénéficie de l'antériorité (certificat d'antériorité du 5 décembre 2012).

La viste a porté sur le récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 janvier 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Suivi environnemental	AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 2
2	Consignes de sécurité	AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 3

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 janvier 2021 sont respectées.

### **2-4) Fiches de constats**

#### **N° 1 : Suivi environnemental**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rapport de suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, modifié par l'arrêté ministériel du 22 juin 2020, susvisé, en transmettant le rapport de suivi environnemental du parc éolien avant le 31 janvier 2022 à l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> Le rapport de suivi environnemental 2022 a été transmis par courriel du 02/05/23 par l'exploitant. Il est daté de mars 2023 et a été réalisé par la société SENS OF LIFE. Le suivi environnemental a été réalisé conformément au protocole de suivi environnemental de 2018. Le rapport conclue que "le parc éolien de Chaude Vallée ne présente pas d'impact significatif sur les populations locales de chauves-souris ou d'oiseaux. Aucune mesure correctrice n'est nécessaire. Au vu de la mortalité des oiseaux et des chiroptères et dans le cadre de la législation ICPE, nous préconisons, conformément au protocole ministériel en vigueur, un prochain suivi environnemental à la date anniversaire des 20 ans de mise en service du parc éolien de Chaude Vallée, soit en 2032".</p> <p>La prescription susvisée est respectée. L'inspection propose à Monsieur le Préfet l'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 janvier 2021 sur ce point.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Consignes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/01/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes de sécurité du parc éolien
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011, modifié par l'arrêté ministériel du 22 juin 2020, susvisé, en transmettant les consignes de sécurité du parc éolien à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié sont établies. Ces consignes sont portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance.  La prescription susvisée est respectée. L'inspection propose à Monsieur le Préfet l'abrogation de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 7 janvier 2021 sur ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet